



► Note de synthèse

Mars 2024

Compétences pour la justice sociale

Faire progresser la justice sociale grâce à des systèmes de compétences plus solides

Points essentiels

- Le développement des compétences est un outil puissant pour lutter contre les inégalités et faire progresser la justice sociale en donnant aux individus les moyens d'avoir des carrières épanouissantes et des moyens de subsistance durables.
- L'intégration stratégique des compétences dans les politiques relatives aux emplois plus verts, aux transformations structurelles, à la protection sociale, aux transitions numériques et aux transitions vers la formalité est nécessaire pour créer un avenir équitable et durable pour tous.

Introduction

Ces dernières années, les crises mondiales ont exacerbé des déséquilibres et des inégalités structurelles de longue date qui ont eu un impact disproportionné sur les groupes vulnérables, creusant ainsi les écarts sociétaux. Par exemple, pour la première fois en 20 ans, les estimations de l'OIT concernant le travail des enfants ont augmenté.ⁱ Les écarts de scolarisation des personnes handicapées persistent d'un pays à l'autre.ⁱⁱ

En outre, la Banque mondiale estime le taux mondial d'extrême pauvreté à 8,5 % (mars 2023), ce qui représente 659 millions de personnes vivant dans l'extrême pauvreté avec moins de 2,15 USD par jourⁱⁱⁱ. En outre, l'inégalité des revenus est répandue dans tous les pays à faible revenu et à revenu élevé, les 10 % de personnes les plus riches recevant 52 % de l'ensemble des revenus au niveau mondial, tandis que la moitié la plus pauvre ne reçoit que 8,5 % des revenus^{iv}. Les taux d'alphabétisation, qui est révélateur d'un faible niveau des compétences, s'élevaient à 61 % pour les pays à faible revenu en 2020, contre 96 %

pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure^v. Comme on pouvait s'y attendre, les désavantages varient à nouveau en fonction du niveau de revenu des pays. Le taux net moyen de scolarisation dans l'enseignement primaire dans les pays à revenu élevé était de 97,9 % en 2020, contre 78,6 % seulement dans les pays à faible revenu^{vi}. Le taux net moyen de scolarisation dans le premier cycle de l'enseignement secondaire a suivi une tendance similaire, avec environ 63 % pour les pays à faible revenu (2019), 86,2 % pour les pays à revenu intermédiaire (2020) et 98,4 % pour les pays à revenu élevé (2020)^{vii}. Le taux d'emploi informel était de 15,7 % pour les pays à revenu élevé en 2022, contre 89,1 % pour les pays à faible revenu^{viii}. Plus les compétences des personnes sont faibles, plus la probabilité qu'elles occupent un emploi informel est élevée, ce qui crée des obstacles supplémentaires à l'amélioration des compétences.^{ix} En outre, les désavantages s'accumulent tout au long de la vie d'un individu, c'est pourquoi les investissements dans les compétences doivent commencer tôt dans la vie. Parmi les adultes, les travailleurs peu qualifiés continuent à recevoir

moins de perfectionnement de compétences tout au long de leur vie professionnelle que ceux qui sont déjà plus qualifiés^x.

Les systèmes de compétences jouent un rôle essentiel pour surmonter ces inégalités et promouvoir la justice sociale, comme l'indique la nouvelle [stratégie de l'OIT sur les compétences et l'apprentissage tout au long de la vie à l'horizon 2030](#). Il est extrêmement important d'acquérir les bonnes compétences pour que les individus s'épanouissent, que les entreprises trouvent les bons talents et soient compétitives, et que les économies se développent. Cependant, il ne suffit pas d'augmenter les investissements dans le développement et l'adéquation des compétences pour parvenir à la justice sociale - ces

Vous trouverez ci-dessous des exemples du rôle que les systèmes de compétences peuvent jouer dans la promotion de chaque dimension de la justice sociale^{xiv} :

- *Droits de l'homme et capacités universelles* : Chacun a droit à l'éducation et à l'apprentissage tout au long de la vie, et le développement des compétences peut permettre aux individus de poursuivre une carrière épanouissante conforme à leurs aspirations et de gagner un salaire adéquat pour subvenir aux besoins de leur famille et de leur communauté.
- *L'égalité d'accès aux opportunités* : Les compétences et l'éducation et la formation tout au long de la vie sont des facteurs clés qui permettent aux individus de s'épanouir dans leur vie, en particulier lorsque les systèmes de compétences s'attaquent à la discrimination et aident à surmonter les obstacles à l'accès pour tous.
- *Une répartition équitable* : Les systèmes de compétences peuvent favoriser l'inclusion des groupes vulnérables dans le partage des gains de productivité en reconnaissant et en valorisant les différentes formes de travail et en reconnaissant les compétences acquises de manière informelle et non formelle.
- *Des transitions justes* : La résilience que le développement des compétences permet d'acquérir permet aux personnes de se remettre plus facilement des crises, telles que celles causées par la récession économique, les conflits ou les changements environnementaux, et les aide à mieux gérer les transitions.

investissements doivent viser à rendre le développement des compétences plus inclusif et se concentrer sur l'élimination des obstacles à l'accès et à la participation aux systèmes de compétences. Cette note explore le rôle des compétences et de l'apprentissage tout au long de la vie dans le cadre de la justice sociale de l'OIT.^{xi}

Qu'est-ce que la justice sociale ?

La justice sociale se reflète dans l'aspiration selon laquelle " tous les êtres humains, quels que soient leur race, leur croyance ou leur sexe, ont le droit de poursuivre leur progrès matériel et leur développement spirituel dans la liberté et la dignité, dans la sécurité économique et avec des chances égales ".^{xii}

La justice sociale englobe quatre grandes dimensions qui caractérisent sa portée et son impact.

Comment les systèmes de compétences peuvent-ils faire progresser la justice sociale sur le site ?

Les systèmes de compétences jouent un rôle clé dans le soutien de l'approche centrée sur l'homme de l'OIT en faisant progresser la justice sociale et en promouvant le travail décent, de sorte que les droits, les besoins et les aspirations des travailleurs soient au cœur des politiques économiques, sociales et environnementales.^{xiii} Les quatre éléments du cadre de la justice sociale nécessitent des compétences efficaces et des systèmes d'apprentissage tout au long de la vie pour obtenir des résultats.

Renforcer la gouvernance inclusive et efficace du travail

Actuellement, des millions de personnes sont encore exclues d'une gouvernance efficace du travail et travaillent dans des environnements informels, dangereux ou qui relève de l'exploitation . Les systèmes de compétences sont importants pour aider les gens à échapper aux cycles du travail forcé^{xv} et du travail des enfants, pour améliorer la sécurité et la santé au travail et pour créer des voies d'accès à des emplois sûrs et décents. Les systèmes de compétences s'adressent aux personnes qui apprennent et travaillent dans l'économie informelle afin qu'elles acquièrent des compétences de bonne qualité qui les aident à passer à l'économie formelle.^{xvi}

Le dialogue social entre les gouvernements et les organisations d'employeurs et de travailleurs est une condition essentielle pour une gouvernance efficace du travail. Le développement des compétences peut ouvrir la voie à un dialogue social plus large, y compris au niveau de l'entreprise. Le dialogue social au sein des systèmes de compétences se déroule à différents niveaux : dans les agences d'EFTP dotées d'une gouvernance tripartite, les comités de coordination, les fonds de formation, les organismes sectoriels de compétences, aux niveaux régional ou local, au niveau des fournisseurs de compétences ou au sein des entreprises par le biais de la négociation collective. Un dialogue social constructif sur les compétences réduit les tensions sociétales, soutient la mise en œuvre des réformes des compétences, améliore l'efficacité économique et favorise une meilleure coordination et collaboration des acteurs du marché du travail.^{xvii}

Garantir l'accès à un emploi complet, productif et librement choisi et à l'apprentissage tout au long de la vie

L'accès à un emploi complet, productif et librement choisi contribue non seulement à sortir les individus de la pauvreté, mais joue également un rôle crucial dans la réduction des inégalités et la promotion de l'inclusion sociale.^{xviii}

L'égalité d'accès et de participation à l'éducation et à la formation tout au long de la vie - en commençant par l'éducation de la petite enfance - jette les bases nécessaires pour progresser dans la vie, acquérir de nouvelles compétences et obtenir et conserver un emploi décent. En outre, les compétences fondamentales pour le travail et la vie, telles que les compétences sociales, émotionnelles, cognitives et métacognitives, sont très importantes, parallèlement aux compétences professionnelles et techniques, pour améliorer les perspectives des travailleurs sur le marché du travail. Souvent, les groupes défavorisés ont moins de possibilités d'accéder au même niveau de compétences et de les développer. Il est essentiel de surmonter les obstacles à leur participation sur un pied d'égalité afin d'améliorer leur employabilité et leur capacité à accéder à un travail décent. Pour être accessibles à tous, les offres de mise à niveau doivent être flexibles, pertinentes et liées à des services de développement de carrière et à la reconnaissance de l'apprentissage antérieur.

Étant donné le grand nombre de micro, petites et moyennes entreprises, les politiques de compétences qui favorisent la croissance de la productivité dans les entreprises devraient se concentrer tout particulièrement sur ces dernières. Lorsque les entreprises proposent des apprentissages professionnels, il est important de s'assurer qu'ils sont reconnus par le système de compétences et qu'ils bénéficient d'un soutien pour l'amélioration de la qualité.^{xix}

Pour maintenir le plein emploi, productif et librement choisi, la cohérence entre les politiques économiques, d'emploi et de compétences est cruciale pour investir dans les secteurs à potentiel de croissance tout en anticipant et en répondant aux besoins en compétences.^{xx} Cela nécessite une collaboration interministérielle, de solides systèmes de veille sur les compétences et un dialogue social.

Revitaliser les institutions du marché du travail pour des résultats équitables

La justice sociale implique également la distribution équitable des bénéfices du développement économique : un objectif qui nécessite des institutions du marché du travail efficaces. Les fournisseurs de compétences, les agences et les organismes doivent être bien équipés et leur personnel sensibilisé et formé pour remédier aux déséquilibres, réduire les abandons et favoriser l'équité et l'égalité. Les enseignants et les formateurs, par exemple, doivent être bien motivés pour répondre aux besoins de tous les types d'apprenants et avoir la capacité de créer des environnements d'apprentissage inclusifs et respectueux de l'égalité entre les hommes et les femmes. En outre, ils doivent être en mesure d'utiliser des supports de formation reflétant un groupe diversifié d'apprenants et être dotés des connaissances ou des services de soutien adéquats pour fournir des aménagements raisonnables aux apprenants qui en ont besoin, tels que les personnes handicapées.

Les déséquilibres entre les sexes qui désavantagent les femmes sont plus prononcés dans les pays à revenu faible ou moyen inférieur, où les femmes fréquentent en moyenne l'école pendant 4,05 ans/7,22 ans et les hommes pendant 5,85 ans/8,02 ans. Dans les pays à revenu faible ou moyen inférieur, 60 %/42 % des femmes en âge de fréquenter l'école secondaire supérieure ne sont pas scolarisées, contre 43 %/36 % des hommes. Il est intéressant de noter que le schéma est inversé dans les

pays à revenu élevé, où 13 % des filles en âge de fréquenter l'école secondaire supérieure ne sont pas scolarisées, contre 16 % des garçons, et où les femmes fréquentent en moyenne 13,17 années d'école, contre 12,73 pour les hommes.^{xxi}

Si l'on considère la participation des femmes aux professions les plus susceptibles d'exiger des compétences en Sciences, technologie, ingénierie et mathématiques (STIM), telles que les cadres, les professionnels ou les techniciens^{xxii}, la représentation mondiale moyenne des femmes dans ces professions est de 45 %, avec des différences substantielles d'un pays à l'autre - allant de 10 % en Afghanistan à 64 % en Biélorussie.^{xxiii}

Pour remédier aux déséquilibres entre les sexes, les fournisseurs de compétences peuvent mettre en place des plans d'action en faveur de l'égalité des sexes afin d'augmenter le nombre de femmes dans les carrières STIM ou la proportion d'hommes dans les professions de soins. Les plans ou politiques d'inclusion et de diversité peuvent lutter contre la violence et le harcèlement au sein des organismes de formation ou sur les lieux de travail qui proposent un apprentissage par le travail. En outre, la reconnaissance des compétences acquises dans l'économie informelle peut permettre aux groupes vulnérables d'accéder plus facilement à des emplois décents et, partant, d'améliorer les résultats.

Des systèmes efficaces de développement des compétences peuvent également favoriser une transformation plus juste des industries. Par exemple, une main-d'œuvre plus qualifiée peut contribuer à améliorer la position des pays qui, à l'origine, n'exportaient que des matières premières, le long des chaînes de valeur. Les pays peuvent alors mieux exploiter les compétences de pointe dans les entreprises exportatrices et les appliquer plus largement dans les contextes nationaux.^{xxiv} S'ils sont bien gérés, les systèmes de compétences revitalisés facilitent une répartition plus juste des bénéfices du commerce.

Protéger les personnes tout au long de leur vie et rendre les transitions équitables

En période de crises aggravées, les compétences sont essentielles pour renforcer la résilience des personnes et des communautés. Les politiques de protection sociale doivent être coordonnées et intégrées aux politiques de développement des compétences afin que les personnes soient en mesure de gérer les transitions et de prévenir les

risques.^{xxv} Dans les contextes fragiles et d'après-crise, le développement des compétences est essentiel pour reconstruire les moyens de subsistance, réintégrer les personnes déplacées de force et remettre en place les services et les infrastructures. La formation communautaire permet de répondre aux besoins en compétences là où elles sont le plus nécessaires.^{xxvi}

Une autre transition critique dans les années à venir sera celle du changement climatique qui pourrait non seulement créer des "réfugiés climatiques" et nécessiter des mesures d'adaptation, mais aussi transformer les industries et les emplois vers des méthodes de production et de prestation de services plus écologiques.

Pour que ces transitions soient justes, il faudra que les travailleurs acquièrent de nouvelles compétences et améliorent celles qu'ils possèdent déjà (^{xxvii}). Dans ce contexte, les compétences sont des catalyseurs et des moteurs de changement pour les transitions vertes lorsque de nouvelles technologies et innovations sont adoptées et introduites. Le développement des compétences est également important pour amortir les transitions lorsque les travailleurs sont requalifiés et pour garantir que les bénéfices du commerce et de l'investissement, y compris vert et numérique, sont distribués de manière égale dans la société.

Investir dans des compétences inclusives et dans l'apprentissage tout au long de la vie pour la justice sociale

Les compétences et l'apprentissage tout au long de la vie ne sont pas une fin en soi, mais un moyen de contribuer au mandat et aux priorités plus larges de l'OIT : compétences pour des emplois plus verts, compétences pour les transformations productives, compétences pour la protection sociale, compétences pour les transitions numériques et compétences pour les transitions vers la formalité.

Donner la priorité au développement de compétences inclusives et à l'intégration stratégique des compétences dans les principales politiques nationales favorise un avenir plus équitable et durable avec une justice sociale pour tous.

Faire progresser ensemble la justice sociale :

#ThisWayToSocialJustice (en anglais)

#SocialJustice

#Faire travailler les compétences

ⁱ OIT, 2021. [Travail des enfants : Estimations mondiales 2020, tendances et chemin à suivre](#)

ⁱⁱ ILOSTAT. 2023. Données de plus de 100 pays.

ⁱⁱⁱ Banque mondiale, 2023. [Global poverty update from the World Bank: the challenge of estimating poverty in the pandemic.](#)

^{iv} Andrew Stanley, 2022. [Inégalités mondiales \(imf.org\)](#)

^v Banque mondiale. [Taux d'alphabétisation, total des adultes \(% des personnes âgées de 15 ans et plus\) | Données \(worldbank.org\)](#)

^{vi} UNESCO ISU. [Niveau d'éducation atteint](#)

^{vii} UNESCO ISU. [Niveau d'éducation atteint](#)

^{viii} ILOSTATS. [Statistiques sur l'économie informelle - ILOSTAT](#)

^{ix} OIT. 2023. Women and men in the informal economy: A statistical update. Geneva: International Labour Office.

^x OIT, 2022. [Adapting apprenticeships for the reskilling and upskilling of adults.](#) p. 21.

^{xi} OIT. 2023. [Faire avancer la justice sociale.](#)

^{xii} [Déclaration de Philadelphie de l'OIT](#), partie II (a).

^{xiii} OIT. 2019. Déclaration du centenaire de l'OIT pour l'avenir du travail, partie I(D).

^{xiv} OIT. 2023. [Faire avancer la justice sociale.](#)

^{xv} Voir Des [Compétences pour lutter contre le travail forcé \(ilo.org\)](#)

^{xvi} Voir [Compétences pour la transition vers la formalité \(ilo.org\)](#)

^{xvii} Pour plus d'informations, voir [Politiques en matière de compétences, systèmes et numérisation](#)

^{xviii} Pour plus d'informations, voir [Compétences pour l'inclusion sociale \(SKILLS\) \(ilo.org\)](#)

^{xix} [Recommandation sur les apprentissages de qualité, 2023 \(n° 208\)](#). Pour plus d'informations, voir [Quality Apprenticeships; Améliorer les systèmes d'apprentissage professionnel dans l'économie informelle](#)

^{xx} Pour plus d'informations, voir [Stratégies d'acquisition de compétences pour les futurs marchés du travail \(SKILLS\) \(ilo.org\)](#)

^{xxi} UNESCO. Base de données sur les inégalités dans le monde en matière d'éducation.

^{xxii} Selon le niveau de compétence 3 : ILOSTAT. <https://ilostat.ilo.org/fr/resources/concepts-and-definitions/classification-occupation/>

^{xxiii} ILOSTAT, dernière année disponible.

^{xxiv} L'approche de l'OIT "Skills for Trade and Economic Diversification" (STED) renforce la capacité des pays à mieux tirer parti des avantages du commerce et de l'investissement en matière de compétences. Pour plus d'informations, voir www.ilo.org/sted

^{xxv} OIT. 2023. Aligning Skills Development and National Social Protection Systems

^{xxvi} Pour plus d'informations, voir [Formation pour le renforcement de l'autonomie économique des populations rurales- Outil numérique \(TREEpedia\)](#)

^{xxvii} OIT. 2015. [Principes directeurs pour une transition juste vers des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous](#)